

# Discours Marche Mondiale Rennes - 6 Novembre

Bonjour à toutes et à tous,

Nous sommes Marine Claude d'Eco-challenge et Xavier Martineau d'Union Pirate Rennes 1. Avec les associations organisatrices appelant à la marche que sont Affides, Agir pour le climat, Alternatiba, Artisans du monde, Attac, Biocoop Scarabée, Bretagne Vivante, CCFD Terre Solidaire, CGT Bretagne, Chrétiens unis pour la Terre, Coben, Cop trotter, Droit des Étudiants, Eau et Rivières de Bretagne, Eco Challenge, Enercoop Bretagne, Extinction Rebellion, FCPE 35, FNE Bretagne, FSU 35, Libre Canut, Ligue des Droits de l'Homme, LPO Bretagne, Maison internationale de Rennes, Mouvement de la Paix, Nous voulons des Coquelicots Rennes, Parasol, Oxfam, Solidaires 35, Solidaires Etudiants Rennes, Union Pirate Rennes 1, VRAC Rennes, Xylm, Youth for Climate nous vous remercions de votre présence ici.

Alors que les dirigeants du monde entier se réunissent pour la COP 26 à Glasgow du 1er au 12 novembre, force est de constater que rien n'a changé ou presque depuis 30 ans et que l'inaction climatique criminelle des gouvernements se poursuit.

Stop au bla-bla, des actes !

Les discours rassurants, anesthésiants, et verdissants de nos dirigeants entendus jusqu'à présent comme par exemple celui d'Emmanuel Macron en ce début de Cop26, sont pires que l'inaction seule : ils renforcent l'illusion que les états seraient sur la trajectoire de l'Accord de Paris et repoussent les actions structurelles pour le climat.

Notre président s'est également permis de faire la leçon aux autres Etats. Il se vante champion de la terre,

Or l'État français a été condamné à 2 reprises pour inaction climatique (Grande Synthèse / Affaire du Siècle).

En effet ce 14 octobre 2021, les juges ont condamné l'Etat français à réparer le préjudice écologique causé par le non-respect de ses engagements climatiques. Le gouvernement a commis une « faute » en se montrant incapable de tenir ses engagements de réduction des gaz à effet de serre (GES) sur la période 2015-2018. Il a quatorze mois pour agir au risque d'une condamnation à une astreinte financière. C'est une première au niveau mondial.

-Par ailleurs

- Tous les rapports du Haut Conseil pour le Climat pointent l'incohérence des politiques publiques avec les objectifs affichés par la France dans sa Stratégie Nationale Bas-Carbone.
- Les mesures de la Convention citoyenne pour le climat n'ont été reprises que marginalement dans une demi loi climat & résilience, bien en deçà des exigences climatiques.

Du blabla, encore du blabla. Toujours du blabla. Et pourtant les faits sont là ! Des gens meurent à cause du réchauffement climatique. Les canicules, les événements climatiques tels que les ouragans, baisse des récoltes, famine, maladies infectieuses, pandémies liées à la déforestation, en sont les expressions. Selon l'OMS, cela représente environ 150 000 décès par an et devrait doubler d'ici 2030.

Des animaux et des écosystèmes disparaissent aussi à cause du changement climatique ! D'après une étude réalisée par 2 chercheurs de l'Université d'Arizona, près d'un tiers des animaux et des plantes auraient disparus ces 50 dernières années.

L'été, le thermomètre approche ou dépasse les 50 °C aux quatre coins de la planète, tandis que les canicules, feux de forêt et inondations se multiplient et s'intensifient. Sans parler de la fonte des glaces ou de la montée des eaux. Des villes et des villages sont rayés de la carte ou rendus

inhabitables. Des écosystèmes sont détruits ou transformés à jamais.

Nous sommes déjà à +1,1°C. Et aujourd'hui, nous nous penchons plutôt vers les +2,7°C et une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 7,5% au total en 2030. Or, comme voté lors de l'Accord de Paris, il faudrait réduire les émissions de gaz à effet de serre globaux de 30% pour atteindre les 1,5°C. Il faut en faire 4 fois plus, être 4 fois plus ambitieux. Car, d'après Antonio Guterres, secrétaire général des Nations Unies : « nous sommes confrontés à un choix difficile : soit nous arrêtons le réchauffement climatique, soit il nous arrête ».

Chefs d'État et de gouvernement, ministres, parlementaires, élus locaux, patrons d'entreprise, vous en avez la responsabilité. Nous en payons tous le prix.

Le 9 août dernier, le GIEC a aussi énoncé ce cruel constat avec encore plus de force : « Le changement climatique s'accélère et s'intensifie » à un rythme « sans précédent ». Depuis 30 ans, nous sommes des pyromanes. Le temps de l'action est venu. Mais pourtant rien ne vient.

Cela fait près de trente longues années que vous négociez, que vous tentez de nous faire croire que vous allez vous attaquer à l'urgence climatique. Qu'il ne faut plus s'inquiéter. Et pourtant, en trente ans, les émissions mondiales [de gaz à effet de serre ont explosé de 64 %](#).

Vos choix politiques ne sont pas à la hauteur. 2 milliards ont été accordés à MaPrimRénov alors que selon NégaWatt il faudrait chaque année 24 milliards pour isoler 22 millions de logements. L'agriculture industrielle est dans une impasse, les 62 milliards de la PAC agricole continuent de favoriser les modèles intensifs et énergivores... En fait, malgré les beaux discours, nous n'assumons pas notre part pour réduire de 5 % nos émissions de GES chaque année pendant 30 ans : « Comme des somnambules, nous marchons vers la catastrophe », affirmait récemment Edgar Morin.

Nous sommes face à des décideurs décidés à ne rien décider paralysés par leur addiction à la croissance du PIB. Et pourtant, les coûts engendrés par le changement climatique sur l'économie et l'emploi, la santé, le renchérissement des produits agricoles, sur les infrastructures à adapter ou subissant des intempéries, la consommation d'énergie, etc, sont bien plus élevés que le coût des investissements nécessaires à une transition verte.

Comme notre copine Manon qui est allée rejoindre la délégation à Glasgow, les rennais et les habitants dans toutes les villes, ne détournons pas le regard. Nous les garderons à l'œil, lors de la COP 26, et maintenons la pression audelà. Ils n'ont toujours pas débloqué les 100 milliards de dollars que promis aux pays pauvres il y a douze ans à Copenhague. Ils déroulent le tapis rouge aux pollueurs, aux as de l'évasion fiscale, aux champions des dividendes et du greenwashing. Ils veulent créer de nouveaux marchés partout en transformant la nature en un capital qu'il faudrait valoriser.

Nous voulons du changement et pas des discours ! Nous voulons des mesures à effets immédiats, nous voulons des résultats, nous voulons voir nos milieux de travail et de vie se transformer, nous voulons évoluer ensemble pour un monde durable.

Ce ne sera pas facile, il faudra, non il faut, des changements importants nécessitant des sacrifices.

Stoppons les lobbies de la croissance énergivore, il est temps de nous rassembler, citoyens, associations, entreprises, territoires, de faire corps pour décider de notre avenir. Chacun de nous peut devenir ambassadeur du climat et de la biodiversité en parlant à nos proches, en signant des pétitions, en se mobilisant et surtout en votant.

Parce que le climat est un bien commun sans lequel toutes les autres améliorations seraient vaines, faisons du climat LE sujet des prochaines élections présidentielles et législatives d'avril et juin 2022.

Alors élevons notre voix, mobilisons-nous et soyons acteurs pour un monde juste et durable et pas spectateur du chaos si nous attendons et que nous ne changeons rien !

ON S'BOUGE POUR QUE CA BOUGE